

Musulmans modérés et laïques unis contre le terrorisme en Tunisie !

Les attentats du Bardo ont voulu tuer une exception tunisienne née du « printemps arabe » qui a réussi la transition démocratique avec les représentants d'un islam compatible avec la liberté et hostile à la violence

PAR RACHED GHANNOUCHI

La Tunisie a vécu, à la veille de la commémoration de son indépendance, un événement dramatique d'une rare violence. Le mercredi 18 mars, au moins vingt innocents, nos hôtes et nos enfants, ont perdu la vie et plusieurs dizaines ont été blessés dans leur chair. Le peuple tunisien, dans son entier, est en communion avec la douleur et la colère des familles des victimes. La Tunisie sort meurtrie de ce massacre, mais reste lucide sur les desseins des terroristes. Le Bardo, lieu de l'attaque, symbolise à la fois notre culture millénaire et notre jeune démocratie. Visiblement, les terroristes cherchent à interrompre la transition démocratique en marche, et à plonger dans le chaos le seul pays où le « printemps arabe » a réussi à aboutir à l'émergence d'une démocratie.

PHÉNOMÈNE TRANSRÉGIONAL

Ce progrès a été possible grâce à l'engagement déterminé des Tunisiens sur la voie du dialogue et de l'union nationale face aux multiples défis de la transition vers la démocratie. Cette détermination s'est illustrée avec notre attachement à faire abstraction des querelles du passé en ayant à cœur le respect des croyances et convictions de chacun. Une force vitale anime le pays : construire ensemble une démocratie inclusive et progressiste, bâtir une société juste et tolérante.

L'exception tunisienne est basée sur quatre fondements totalement assimilés par le parti Ennahda. Tout d'abord, la conviction que la réconciliation nationale est une condition indispensable de la démocratie. Ensuite, l'attache-

ment à piloter la transition vers la démocratie en construisant et favorisant la rencontre et le travail des islamistes modérés et laïques modérés autour de l'intérêt national.

La Constitution est, elle-même, le troisième fondement de cette exception tunisienne, protectrice des libertés individuelles, garantissant l'égalité des hommes et des femmes tout en offrant à notre Etat le fondement des institutions représentatives et légitimes. Enfin, nous avons toujours promu l'idée d'un gouvernement d'union nationale quels que soient les résultats des élections.

Ceux qui ont perpétré l'attaque violente au Bardo, expriment leur désarroi face à l'incroyable pari que nous avons relevé en Tunisie, à savoir concilier l'esprit universel des Droits de l'homme avec notre identité arabo-musulmane et prouver qu'islamistes modérés et laïques modérés peuvent travailler de concert pour mieux construire la démocratie et faire face aux défis de la transition démocratique. Aujourd'hui, nous avons la tristesse de partager avec nombre de pays les affres du terrorisme. Il s'agit d'un phénomène transrégional, dont nous recueillons, nous aussi, les amers fruits. Il faudra donc établir une stratégie globale pour l'endiguer.

Le terrorisme n'est pas né en Tunisie après la révolution. Notre pays a longtemps souffert du radicalisme avant la révolution, à la suite des politiques de répression de l'ancien régime, du déni des libertés et des droits de l'homme, et de la marginalisation. Après la révolution, malheureusement, les extrémistes ont bénéficié de l'instabilité consécutive à l'incapacité des institutions à exercer leur autorité, et de la liberté acquise par les Tunisiens. En Tunisie, au sortir de dizaines d'années de répression, nous avons

toutefois la certitude que la lutte contre le terrorisme ne se fera pas au détriment des libertés chèrement acquises. Après la révolution, les gouvernements successifs se sont attaqués à ce défi dans un contexte marqué par des querelles politiques, des difficultés économiques profondes, des services de sécurité mal équipés ainsi que par une instabilité régionale.

Durant cette période, les efforts de ces gouvernements ont permis le démantèlement de nombreuses cellules radicales, et la reprise du contrôle sur les mosquées, l'amélioration du contrôle des frontières et celle de la coopération avec l'Algérie et d'autres pays voisins pour bénéficier de leur expertise. Le gouvernement de la « troïka » a proscrié le mouvement Ansar al-Charia et l'a déclaré groupe terroriste en 2013. Cette guerre contre le terrorisme a continué sous les différents gouvernements avec la réalisation de nombreux succès. Nous devons, bien entendu, continuer à améliorer notre réponse sécuritaire.

DISTINGUER LE VRAI DU FAUX

Toutefois, l'approche sécuritaire n'est pas suffisante, le terrorisme est une nébuleuse criminelle. Nous savons que l'injustice sociale et économique crée un environnement favorable aux extrémismes et fait son lit sur la misère culturelle et éducative. Nous devons combattre la marginalisation de la jeunesse. Sans une économie forte, le projet tunisien risquerait d'imploser socialement. Nous espérons une aide significative, à cet égard, de la part de nos partenaires internationaux, et notamment de la France et de l'Union européenne, pour renforcer les collaborations économiques avec la Tunisie. Il va de la responsabilité de l'Etat tunisien d'agir sur ces plans sans négliger l'importance de combattre l'endoctrinement dont les jeunes Tunisiens font l'objet.

Nous devons être en mesure de leur inculquer les fondements véritables de notre religion, afin qu'ils puissent eux-mêmes distinguer le vrai du faux dans le message de l'islam, qui est tout entier pénétré de l'idée de paix et de tolérance. La violence se nourrit de l'ignorance, et il

**IL FAUT CONCILIER
L'ESPRIT UNIVERSEL
DES DROITS
DE L'HOMME AVEC
NOTRE IDENTITÉ
ARABO-MUSULMANE**

est de notre devoir de faire reculer le désert intellectuel dans lequel a grandi la génération sacrifiée de l'ère Ben Ali. Le parti Ennahda appelle à la tenue d'une conférence nationale pour définir ensemble, Tunisiens de tous bords, une stratégie de long terme de lutte contre le terrorisme. Toutes les forces vives du pays doivent contribuer à cette réflexion générale sur un phénomène qui est ni sporadique ni passager.

La lutte contre la terreur est un travail de longue haleine qui doit inclure toutes les personnes désireuses de protéger notre expérience démocratique. L'union nationale ne doit pas rester un vœu pieux, cela doit devenir un serment. Ce n'est qu'ensemble que nous arriverons au bout de la terreur. Tout comme nous avons réussi à vaincre la dictature, nous vaincrons le terrorisme. Ces tentatives de déstabilisation ne feront pas plier le peuple tunisien, qui ne s'accoutumera pas à la peur ni au terrorisme, mais qui restera uni pour un futur prospère.

La Tunisie restera debout, continuera à accueillir ses hôtes ainsi que les investisseurs qui veulent miser sur sa stabilité, et à donner de l'espoir à son peuple. Le succès du modèle tunisien n'est pas uniquement dans l'intérêt de la Tunisie et de ses citoyens, mais est considéré comme une réussite globale, tant dans le monde arabe qu'en Europe et dans le reste du monde. ■

Rached Ghannouchi est le dirigeant du parti Ennahda

Le repas végétarien, le plus laïque de tous

Au lieu de raviver des conflits identitaires autour des cantines scolaires, proposons dans toutes les écoles de France un menu végétarien alternatif. Une mesure simple, pragmatique, écologique et œcuménique

COLLECTIF

Le débat sur la laïcité et le vivre-ensemble a donc fait irruption dans nos assiettes. A en croire certains, il y aurait une façon « française et républicaine » de manger.

Au nom de cette laïcité culinaire, Gilles Platret, le maire UMP de Chalonsur-Saône (Saône-et-Loire), a annoncé, le 16 mars, qu'il mettrait fin au menu de substitution dans les cantines scolaires de sa ville dès la prochaine rentrée. Depuis plus de trente ans pourtant, dans cette ville comme dans d'autres, des menus alternatifs étaient proposés aux plats contenant du porc. Sans poser de problème.

Mais, à Chalonsur-Saône, les enfants seront priés de manger « comme tout le monde » ou d'aller manger ailleurs. « Si vous voulez que vos enfants aient des habitudes alimentaires confessionnelles, vous allez dans l'enseignement privé confessionnel », a aussitôt soutenu Nicolas Sarkozy.

Cette prise de position du président de l'UMP a étonné et choqué jusque parmi ses proches. Comment dénoncer la communautarisation de certains Français musulmans, et inviter ces mêmes musulmans à quitter les écoles publiques pour des établissements confessionnels ? L'instrumentalisation du dossier des cantines en vue de séduire les électeurs du Front national est trop grossière pour être convaincante.

Le principe laïque n'implique nullement d'imposer un menu unique aux enfants, au mépris des différences et des préférences individuelles. Il faut dépasser ce faux débat : plutôt que d'utiliser le porc ou la laïcité pour attiser la haine confessionnelle et diviser

les Français, nous proposons l'instauration dans les cantines scolaires d'une alternative végétarienne à tous les repas.

Loin d'être dogmatique, notre proposition est avant tout pragmatique : le repas végétarien convient au plus grand nombre – musulmans, juifs, chrétiens, athées ou autres. Pour être juste, il conviendrait que cette alternative sans viande et sans poisson exclue le lait et les œufs, afin de satisfaire les végétaliens.

Le plat végétarien, et à plus forte raison végétalien, est une solution laïque et œcuménique aux préférences alimentaires de chacun, qui a le mérite de représenter l'alternative la plus simple pour les collectivités locales qui ne peuvent satisfaire des contraintes et des préférences alimentaires multiples. Le repas végétarien réunit tout le monde.

DISCRIMINATOIRE ET INJUSTE

Loin des considérations religieuses, il répond aux convictions de tous ceux qui refusent de manger des animaux pour des raisons éthiques, par souci du bien-être animal et respect de la vie sensible. Pourquoi forcer leurs enfants à manger de la viande ou du poisson à l'école ?

Laisser le choix aux enfants est tout ce que nous demandons : ne pas les empêcher de manger de la viande s'ils le souhaitent, mais leur permettre de ne pas le faire. L'alternative n'enlève rien aux non-végétariens, tandis que le menu unique ôte à ceux qui ne mangent pas de viande, ou qui refusent le porc, le droit d'avoir un repas équilibré, qu'ils ont payé comme les autres. C'est discriminatoire et injuste.

En France, ni la loi du 27 juillet 2010 dite loi de modernisation de l'agricul-

ture et de la pêche, ni le décret ou l'arrêt du 30 septembre 2011 dits relatifs à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire ne mentionnent l'alternative végétarienne. Pis, l'Etat entend faire croire que toutes les sources de protéines ne seraient qu'animales. Or la France semble la seule en Europe. Dans aucun autre Etat membre il n'y a de loi ou de décret ayant une portée contraignante où le régime carné est tant sacralisé.

L'alternative végétarienne a de multiples bienfaits. Premièrement, elle est un facteur de cohésion sociale, réunissant autour de la même table tous les enfants, qui ne sont plus stigmatisés. Indifférenciés, on ne distingue plus le musulman ou le juif qui évite le porc du végétarien qui évite la viande.

Deuxièmement, elle est bonne pour la santé. Contrairement aux préjugés encore en cours, un régime végétarien ou même végétalien n'entraîne aucune carence, à partir du moment où il est équilibré. Les protéines sont bien présentes dans les végétaux, comme le montre l'exemple du soja. Des préparations comme le tofu, le tempeh ou le seitan sont des alternatives aux produits carnés. Ils sont aussi un plaisir pour le palais ! C'est la consommation excessive de viande qui est source de maladies, notamment sur le plan cardio-vasculaire, surtout quand elle est issue de l'industrie.

Troisièmement, l'alternative végétarienne est écologique. Alors que la France accueille du 30 novembre au 11 décembre la Conférence internationale sur le climat (COP21), et que convaincre les Etats de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre est l'une des priorités de sa politique étrangère, il est impératif de commencer à agir sur l'une des causes majeures du changement climatique : la consommation de viande.

Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'élevage, responsable de 60 % des émissions de méthane – un gaz qui réchauffe vingt-cinq fois plus que le CO₂ –, totalise 14,5 % de la production de gaz à effet de serre. Greenpeace ajoute que 80 % des déforestations en Amazonie sont causées par l'élevage de bétail. Les élevages sont à l'origine d'une part importante de la pollution des sols et des rivières.

Nous appelons à ce que la loi française impose dans chaque cantine scolaire, mais aussi dans les restaurants universitaires et les administrations, une alternative végétarienne, voire végétalienne.

Il s'agirait d'une avancée citoyenne majeure et d'un geste fort en faveur de l'environnement et de ce vivre-ensemble que tant invoquent sans pour autant rien faire pour le promouvoir. ■

Sandrine Bélier est ancienne députée européenne EELV
Allain Bougrain-Dubourg est journaliste et réalisateur
Florence Burgat est philosophe
Aymeric Caron est journaliste et écrivain
Franz-Olivier Giesbert est journaliste et écrivain
Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est philosophe
Matthieu Ricard est fondateur de l'organisation humanitaire Karuna-Shechen

Marianne
www.marianne.net Mars 2015

HORS-SÉRIE POLAR

30 ÉCRIVAINS SUR 5 CONTINENTS
NOIR LATINO
Des Caraïbes à l'Argentine
LE DAHLIA NOIR
De Miles Hyman
LE FILM POLICIER
Par Bertrand Tavernier
LE CRIME À TABLE
Par Périco Légasse
D'ENGRENAGES À TRUE DETECTIVE

70 ANS DE LA SÉRIE NOIR
QUIZ

En vente chez votre marchand de journaux